

## ALLIANCE PRÉSIDENTIELLE

## Quel avenir pour le projet d'Ouyahia ?

**En signant son retour à la tête du RND, Ahmed Ouyahia lançait un appel pour la reconstitution de l'Alliance présidentielle. Le nouveau patron du RND avait choisi ses partenaires politiques : le FLN, le MPA et TAJ. Un peu plus d'un mois après cet appel, le doute plane sur l'avenir de ce projet. En plus du nict signifié par le FLN, le patron du MPA vient d'être remercié du gouvernement, affaiblissant considérablement sa place sur l'échiquier politique.**

**Nawal Imés - Alger (Le Soir)** - Ahmed Ouyahia rêvait d'un retour tonitruant. En lançant l'idée de l'Alliance présidentielle nouvelle version, il reprenait l'initiative après être resté longtemps tapis dans l'ombre.

En juin dernier, alors qu'il reprenait les rênes du RND, Ouyahia passait à l'action en lançant un solennel appel aux formations politiques avec lesquelles son parti «partage des choix politiques majeurs» afin de constituer un pôle destiné à «conforter collectivement le soutien au président de la République et à renforcer la voix de la majorité».

Le patron du RND avait choisi ses compagnons de route pour ce projet : le FLN, TAJ d'Amar Ghoul et le MPA d'Amara Benyounès. Premier à avoir réagi, le parti de Ghoul, qui publiait un communiqué avec la mention «très urgent» dans lequel il affirme avoir reçu avec «une grande satisfaction» l'invitation du secrétaire général par intérim du RND, l'assurant de «sa disponibilité à concrétiser cette volonté».

La surprise est venue du premier responsable du FLN. Répondant du tac au tac à Ouyahia, Saâdani déclinait son offre contre toute attente. Le numéro un du FLN estimait, en effet, que sa formation politique devait être «la locomotive».

Saâdani remettait en question le projet d'Ouyahia suggérant que cette alliance ne pourra

intervenir qu'après la création d'un «front national» élargi et composé de l'ensemble des partis politiques, associations, syndicats et autres représentants de la société civile qui ont soutenu le Président Bouteflika.

Le projet d'Achmed Ouyahia subissait déjà un premier revers. D'ailleurs, depuis sa toute première sortie, le patron du RND

n'a plus évoqué son projet. Il risque de devoir remodeler sa proposition et pour cause, non seulement le FLN a torpillé son initiative mais un nouveau coup dur vient d'être porté au projet politique d'Ouyahia. L'éviction de Amara Benyounès du poste de ministre du Commerce affaiblit considérablement ce dernier. Fervent défenseur du président de la République, le patron du MPA se retrouve ainsi évincé du gouvernement. Il en sort inévitablement affaibli alors même qu'il comptait parmi les plus fidèles.

Dans sa démarche, Ouyahia avait besoin de relais solides, de partenaires ne souffrant d'aucun handicap.



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

Il se retrouve avec un FLN qui lui tourne le dos, un MPA qui doit se remettre du revers infligé à son patron.

Devra-t-il se contenter d'un TAJ dont la place sur l'échiquier politique est loin d'être prédominante ?

Devra-t-il renoncer à l'Alliance à travers laquelle le patron du RND comptait reprendre la main et s'imposer en tant qu'incontournable acteur politique ? Depuis sa première sortie, Ouyahia lui-même s'est fait très discret à ce sujet.

Les observateurs, même les plus optimistes, s'accordent à dire que ce projet est mort-né.

N. I.

## UN MINI-REMANIEMENT OPÉRÉ DANS SON EXÉCUTIF

## «Purement technique», se défend-on au MSP

**La toute dernière session du conseil consultatif du MSP a été caractérisée, outre par son quitus renouvelé à Abderezzak Mokri de renouer le contact d'avec le pouvoir tout en confortant sa place au sein de l'opposition, par un léger remaniement de son bureau politique.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Pas moins de trois membres et pas des moindres de cette instance exécutive du mouvement ont été remplacés à l'occasion.

Une procédure rare qui suscite lecture quant à sa conjoncture empreinte d'un bras de fer entre l'actuel président du mouvement et son prédécesseur, ce dernier tentant depuis son départ à l'is-



Abderezzak Mokri.

sue du dernier congrès du parti, de «corriger» la trajectoire oppo-

sitionnelle imprimée au mouvement par son successeur.

Seulement, ce léger remaniement est «purement technique et n'a aucune connotation politique», assure Zineddine Tebbal, le chargé à la communication qui devra, désormais, assurer aussi les missions de secrétaire national chargé des relations extérieures et de la communauté nationale à l'étranger suite au départ de son ancien titulaire, l'ancien ministre des Transports, Sid-Ahmed Boulil. Aussi, et à la faveur de ce changement, Djaffar Chelli, l'homme d'affaires et propriétaire de la chaîne *El Watan TV*, s'est dessaisi de son poste de secrétaire national chargé de l'administration et des finances auquel a succédé Malik Gourari, un militant de la première heure

du mouvement au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Troisième et dernier départ de l'exécutif du MSP, Abdallah Latrèche qui a cédé son poste de secrétaire national chargé de la jeunesse à Soufiane Bouzekri.

Selon Tebbal, ces menus changements dans l'exécutif du mouvement sont intervenus suite à «des demandes de ces désormais ex-secrétaires nationaux de se dessaisir de leurs responsabilités, ne pouvant plus concilier entre les affaires partisans et personnelles».

Et d'ajouter que les concernés n'ont pas démissionné du parti, précisant que la responsabilité au sein du mouvement est «volontariste et ne relève pas d'une fonction rémunérée».

M. K.

## LES CHEFS D'INCULPATION ENCORE MÉCONNUS

## L'ancien maire RCD de Berriane mis sous mandat de dépôt

**Que cache l'interpellation de l'ex-maire de Berriane ? Nacer-Eddine Hadjadj, interpellé samedi dernier à la mi-journée, a été finalement mis sous mandat de dépôt.**

C'était dimanche dernier quand, présenté par le procureur général près le tribunal de Berriane, dans la wilaya de Ghardaïa, le concerné, qui est également membre du secrétariat national du RCD, le juge d'instruction l'a placé sous mandat de dépôt.

Au niveau du RCD, on avoue ignorer les chefs d'inculpation retenus contre le cadre du parti. Ceci dit, un collectif d'avocats du parti s'est constitué pour assurer la défense de leur camarade et deux de ses membres, M<sup>e</sup> Djamal Benyoub et Fetta Sadat se rendront samedi prochain à Berriane. Ce sont, là, les principales résolutions d'une réunion restreinte qui a duré des heures, tenue dimanche dernier en fin de journée. Un exécutif qui devra,



Mohcène Belabbes, SG du RCD.

par ailleurs, discuter de ce cas vendredi prochain à l'occasion de sa session mensuelle ordinaire.

Selon M<sup>e</sup> Sadat, Hadjadj a refusé d'être auditionné sans la présence d'un avocat et a même refusé de parapher un P-V que la police lui a présenté, lui qui en réclame le contenu. Elle soutient que la toute première démarche du collectif d'avocats ainsi constitué est de faire appel de cette mise sous mandat de dépôt qui, selon elle, «ne repose sur aucune preuve formelle».

Et à la secrétaire nationale aux droits de l'Homme du RCD de relever que cette interpellation de son collègue relève d'une cabale contre ce dernier dont le premier épisode a constitué en sa destitution du poste de maire de la commune de Berriane à la tête de laquelle il a été élu en novembre 2007. Ceci malgré le pourvoi en cassation de cette décision auprès de la chambre administrative de la cour d'Alger qui a été vaine.

S'en sont suivies des pressions et des intimidations qui se sont soldées par une interpellation en janvier de l'année dernière.

Sauf que, comme «par hasard», le jour des faits qui lui étaient reprochés, incitations à la violence entre autres, il était à Alger où il prenait part aux travaux d'une session du conseil national du parti dont il est membre. Ce que les avocats diligents sur place ont démontré, d'où sa relaxe.

A noter que la campagne d'interpellations se poursuit encore dans les localités de la wilaya de Ghardaïa touchées par les dernières violences, les plus meurtrières de toutes.

Dans ce sens, le président de la fondation des Chaâmbas et onze autres personnes ont été arrêtés dans la soirée de dimanche par la police dans le cadre des enquêtes lancées. Des arrestations qui se greffent à celles déjà opérées au lendemain de la tragédie de Guerrara, le 8 juillet dernier, à l'aube et à l'issue de laquelle une vingtaine de personnes ont été assassinées.

M. K.